

**Réaction à l'évaluation de l'efficacité d'Oxfam sur le projet : Résilience au Mali :
évaluation du projet accroître la sécurité alimentaire (Série d'évaluations de l'efficacité
2013-2014)**

Préparé par :	<i>Sekou Doumbia, MEAL Coordinator</i>		
Contributeurs :	<i>Ousmane Massi, PO Food Facility , Toureba Keita, MEL officer</i>		
Autorisé par :	<i>Mohamed Coulibaly, Country Director</i>		
Date :	<i>26/01/2015</i>	Pays/région/campagne :	<i>Mali, West Africa Region</i>

1. Contexte et cadre général de l'évaluation

Dans le cadre de l'évaluation des performances d'Oxfam GB dans le monde, des échantillons de projets sont sélectionnés au hasard chaque année et leur efficacité est rigoureusement évaluée. Le projet « Food Facility » au Mali a été sélectionné pour une évaluation au sujet de la thématique résilience.

L'évaluation de l'efficacité qui s'est déroulée dans le sud du Mali en mars et en avril 2014 visait à évaluer l'impact du projet « Food Facility ». Ce projet, tel que défini par Oxfam s'appliquait à deux initiatives connexes visant à renforcer la sécurité alimentaire et la résilience auprès des populations vulnérables du Mali.

Le projet « Food Facility » mis en œuvre entre 2010 et 2011 en partenariat avec Save the Children, l'Institut d'Économie Rurale (IER) et le Mouvement Biologique Malien (MoBioM), prévoyait des opérations de transferts monétaires, des distributions d'intrants agricoles ainsi que des formations. Il s'agissait d'une initiative expérimentale, qui visait à tester un modèle pour procéder à des transferts monétaires, générer des enseignements, tout en servant de base aux activités de plaidoyer auprès du Gouvernement et des donateurs. Six cent ménages de la commune de Fakola, située dans le Cercle (district) de Kolondiéba au sud du Mali, ont bénéficié d'un soutien, auxquels s'ajoutaient 400 ménages dans deux(2) communes du cercle de Bourem dans le nord du Mali. Le projet actuel d'appui à la sécurité alimentaire (abrégié PASA5 en français) est mis en œuvre en partenariat avec MoBioM, Welthungerhilfe, le Groupe Action pour l'Enfance au Sahel (GAE-Sahel) et l'organisation locale Jiekataanie. Depuis juin 2012, ce projet est venu en aide aux ménages de quatre(4) communes du cercle de Kolondiéba, combinant à nouveau: transferts monétaires (500 bénéficiaires), formations et distribution d'intrants agricoles (1000 bénéficiaires). Entre autres activités réalisées dans le cadre du projet PASA 5, il convient de relever l'aménagement de neuf(9) jardins maraîchers pour l'amélioration de la production maraîchère, des formations ainsi que la mise place de quatre(4) Unités de production de farine infantile (une Unité par commune). Dans le domaine de l'IEC et de la mobilisation communautaire, il y a eu la diffusion des émissions radio et la mise en place de 40 centres d'alphabétisation (10 par commune) basée sur l'approche « Reflect » afin de promouvoir les bonnes pratiques agricoles et nutritionnelles.

La présente évaluation d'efficacité a recouru à un modèle d'évaluation quasi-expérimental pour évaluer l'impact des activités des projets Food Facility et PASA 5, auprès des ménages directement soutenus par ces projets. Pour des raisons sécuritaires et logistiques, cette évaluation de l'efficacité a été uniquement réalisée dans le Cercle de Kolondiéba, et non pas à Bourem. Au total, 19 des 44 communautés (villages) dans le cercle de Kolondiéba, où les deux projets étaient mis en œuvre, ont été retenus pour faire partie de l'évaluation de l'efficacité. Ce choix prend en compte la taille des communautés bénéficiaires et leur correspondance dans les communautés non-bénéficiaires. Ainsi, les plus larges localités où le projet était mis en œuvre, ainsi que celles situées à proximité de la ville de Kolondiéba et au nord de la zone de projet ont été écartées de l'évaluation.

Les personnes interrogées pour les besoins de l'enquête ont été choisies de manière aléatoire sur des listes où figuraient les personnes qui avaient reçu un soutien direct du projet PASA 5. Ces participants directs ont été divisés en deux groupes : les ménages « très pauvres », qui ont reçu des transferts monétaires, et les ménages « pauvres » qui ont reçu des intrants agricoles et bénéficié d'autres appuis. L'impact des activités du projet sur l'ensemble des communautés n'a pas été évalué. Au total, 150 ménages « pauvres » et 152 ménages « très pauvres » ont été interrogés, dans 19 communautés participant au projet. À titre de comparaison, 500 ménages ont été interrogés dans des communautés avoisinantes où le projet n'avait pas été mis en œuvre. Au stade de l'analyse, l'appariement des coefficients de propension et la régression multivariée ont été utilisés comme outils statistiques pour tenir compte des différences de base apparentes entre les ménages participant au projet et les ménages dans les communautés de comparaison, cela, afin d'accroître la confiance dans les estimations de l'impact du projet. L'enquête auprès des ménages a été complétée par plusieurs discussions de groupes, afin d'obtenir une compréhension de l'impact du projet plus affinée que celle pouvant être saisie par l'enquête quantitative.

2. Résumé des principales conclusions et recommandations

Principaux résultats de cette évaluation de l'efficacité			
Domaine de résultats	Évidence d'impact positif		Commentaires
	Ménages « très pauvres »	Ménages « pauvres »	
Adoption de pratiques agricoles améliorées	Oui	Oui	L'utilisation de semences améliorées était plus élevée chez les ménages des communautés participant au projet que chez les communautés de comparaison – et pas seulement chez les ménages qui avait directement reçu des semences du projet.
Production de cultures vivrières	Non	Non	Aucune différence n'a été constatée entre la quantité totale de cultures vivrières produite en 2013 par les communautés participant au projet et les communautés de comparaison.
Production provenant d'un jardin potager	Oui	Oui	Les ménages des communautés où le maraîchage a été mis en œuvre ont produit une gamme de cultures beaucoup plus variées que les ménages des autres communautés.
Emprunts et dettes	Non	Oui	Les ménages « pauvres » soutenus par le projet ont moins recouru à l'emprunt durant l'année précédant l'enquête.
Possession de bétail et épargne	Oui	Oui	Les ménages « très pauvres » soutenus par le projet étaient plus susceptibles de posséder du bétail, mais en revanche les ménages « pauvres » l'étaient moins. Les deux groupes sont plus susceptibles d'avoir des économies utiles que les ménages de comparaison correspondants.
Diversité du régime alimentaire	Oui	Oui	Les ménages soutenus par le projet consommaient des types de denrées alimentaires plus variés que ceux des communautés de comparaison. Cet effet n'était pas limité aux ménages soutenus dans la culture maraîchère.
Consommation totale de denrées alimentaires	Oui	Non	La consommation totale de denrées alimentaires chez les ménages « très pauvres » semble être supérieure d'environ 16 % à celle des ménages correspondant dans les communautés de comparaison.
Indicateurs de résilience	Pas clair	Non	Il est prouvé que le projet a eu un impact sur certains indicateurs de résilience spécifiques –mais peu d'éléments probants d'un impact sur l'indice global de résilience.
<p>Les résultats s'appliquent aux ménages qui ont été directement soutenus par le projet PASA 5, que ce soit dans les groupes « très pauvres » ou « pauvres » des 19 communautés participant au projet. Les 19 communautés comprennent toutes celles situées dans les communes de Fakola et Kadiana où le projet PASA 5 a été mis en œuvre à l'exception des quatre(4) communautés les plus larges, et de trois(3) autres communautés de la commune de Kolondiéba qui n'étaient pas situées dans le voisinage immédiat de la ville de Kolondiéba. L'impact sur les membres de la communauté autres que ceux directement soutenus dans les groupes « très pauvres » ou « pauvres » n'a pas été abordé par cette évaluation de l'efficacité.</p>			

Recommandations:

Utilisez les conclusions de cette évaluation de l'efficacité pour contribuer à prouver l'impact des transferts monétaires, afin d'informer les futures décisions concernant l'utilisation qu'en font Oxfam et d'autres acteurs.

Le projet PASA 5 s'est déjà montré important puisqu'il a démontré le fonctionnement d'un modèle de distribution des transferts monétaires, ayant encouragé d'autres acteurs à les adopter, notamment à travers le programme de transfert monétaire financé par la Banque mondiale qui est dorénavant mis en œuvre dans la même région. Les conclusions de cette évaluation d'efficacité fournissent des preuves que les transferts monétaires ciblant les ménages « très pauvres » ont eu des conséquences plus durables sur le niveau de consommation alimentaire plusieurs mois après que les transferts aient été effectués. Le fait que les bénéficiaires des transferts monétaires aient retardé la vente de leurs cultures et aient ainsi pu réaliser de plus importantes économies au moment où l'enquête a été menée sont également des indications positives. Ces conclusions peuvent être utilisées pour soutenir le plaidoyer en faveur d'une plus grande adoption des programmes de transfert monétaire comme outil de lutte contre la pauvreté dans le cadre de la politique nationale de protection sociale

Envisagez de mener un travail de suivi plus approfondi afin de comprendre les conséquences à plus long terme de ces interventions.

Bien qu'il soit raisonnable de croire que les conséquences d'une distribution de transferts monétaires sont visibles sur le court terme, les effets d'une aide agricole sont susceptibles d'être plus longs à entrevoir, étant donné que les participants ont gagné en expérience et acquis de la confiance en matière de nouvelles pratiques et de nouvelles technologies. Certains des ménages « pauvres » soutenus dans leur production agricole par ce projet ont reçu cette aide seulement dans l'année précédant l'évaluation de l'efficacité, tandis que d'autres ménages avaient reçu cette aide deux ans auparavant. Il est possible que les effets des formations et des intrants agricoles fournis ne se soient pas tous avérés très clairs au moment où l'enquête a été menée, notamment parmi les personnes ayant reçu de l'aide lors de l'année précédant l'enquête. (Aucune différence frappante n'est à constater entre les bénéficiaires soutenus lors de la première année du projet et ceux soutenus lors de la deuxième année, mais cette analyse reste limitée de part la taille de l'échantillon pris en compte). Une évaluation de suivi menée après une ou deux années pourrait aider à mieux comprendre les effets à plus long terme du projet.

Cherchez à comprendre comment le partage des ressources fournies dans le cadre d'un projet affecte le ciblage des ressources et quelles sont les implications pour le suivi et l'évaluation des résultats du projet.

Cette enquête nous montre des indications très intéressantes concernant une importante redistribution des formes d'aide tangibles fournies par le projet au sein des communautés. 16 % des répondants dans les communautés du projet ont rapporté que les autres personnes avaient partagé avec eux une partie des transferts monétaires reçus. Les données de l'enquête, tout comme les groupes de discussion mettent en évidence que les semences améliorées ont également été partagées au sein des communautés, au lieu d'être exclusivement utilisées par les foyers auxquels elles étaient distribuées. Dans l'optique de futures interventions de planification, il serait très utile de mieux comprendre comment ce partage des ressources a lieu, et quelles en sont ses conséquences. Ce comportement peut être considéré comme néfaste pour la stratégie de ciblage des projets, mais il souligne la nécessité de prendre en compte les répercussions générales, et pas seulement celles affectant les participants directs du projet. Des recherches plus détaillées sont nécessaires concernant la façon dont ce partage, ce comportement affecte les relations sociales (par exemple, si cette situation a tendance à renforcer la position des bénéficiaires de l'aide ou si elle est source supplémentaire de stress en les forçant à établir un ordre de priorité entre leurs propres semences et celles des autres).

3. En règle générale, les conclusions de l'évaluation concordent-elles avec vos attentes ou votre bilan de l'efficacité du projet ?

Les résultats de l'évaluation concordent en grande partie, avec nos attentes. Cependant, les conclusions de l'évaluation sur certains aspects de la résilience ne sont pas très clairs. En effet, malgré la mise en place et le renforcement de plusieurs groupements, notamment, dans les domaines de la transformation des produits locaux et du maraichage, les résultats de l'évaluation montrent que les interventions n'ont pas eu d'impact sur la participation des bénéficiaires aux groupes communautaires. Il en est de même pour la cohésion sociale, alors que ces mêmes résultats montrent le contraire à savoir une meilleure redistribution des appuis reçus par les bénéficiaires avec d'autres membres de la communauté.

Par ailleurs, certains des éléments utilisés par l'évaluation pour justifier du non capacité de résilience et de la vulnérabilité des ménages ciblés des projets ne semblent pas convaincants. Le rapport montre que les populations étaient vulnérables du fait qu'elles aient eu recours à des pratiques d'adaptation usuelles et inhabituelles à la fois, durant la période de soudure 2013, . A contrario nous pensons que cette vulnérabilité serait avérée si les pratiques utilisées étaient néfastes, ce qui n'est pas spécifié dans le rapport.

Il aurait été bien de montrer comment les activités complétant les transferts monétaires ont contribué à l'effectivité de ceux-ci. Dans le même ordre d'idée il aurait également été bien d'expliquer pourquoi les ménages plus pauvres ont démontré plus d'impact que les ménages pauvres dans la plupart des indicateurs, alors que pour un projet de résilience, en général, c'est le contraire qui est observé.

4. L'évaluation a-t-elle mis en lumière des domaines particulièrement forts du projet ?

L'évaluation a mis en évidence la bonne réussite de l'adoption des pratiques agricoles et des activités maraichères. En effet, les conclusions de l'évaluation montrent que le projet a encouragé une plus grande adoption des semences améliorées et des engrais organiques dans les communautés bénéficiaires, au-delà même des personnes ayant directement reçu ces appuis. En plus, il y a eu une plus grande diversification des produits maraichers dans les communautés bénéficiaires des activités de maraichage.

L'évaluation a également mis en lumière l'efficacité du modèle de transfert monétaire adopté, qui a permis aux bénéficiaires d'acquérir des intrants agricoles et du petit bétail, mais aussi d'améliorer leur consommation alimentaire et de protéger leurs productions agricoles contre le bradage.

5. L'évaluation a-t-elle mis en lumière des domaines particulièrement faibles du projet ?

Selon les résultats de l'évaluation, on s'aperçoit que les interventions proposées par le projet ne permettent pas une augmentation des superficies cultivées par les ménages. Cela montre la nécessité de coupler les interventions avec des actions de plaidoyer, pour une amélioration de l'accès à la terre et aux équipements agricoles. Il est ressorti aussi que les approches proposées par le projet ne permettent pas un accès à l'eau potable, qui est un élément très important pour l'amélioration de la situation nutritionnelle des femmes et des enfants.

6. Résumé de l'étude de la qualité de l'évaluation

Nous jugeons que la qualité de l'évaluation est bonne. Selon les résultats, aucun répondant des communautés de comparaison n'a indiqué qu'il avait été bénéficiaire d'un partage de transferts. Cela permet d'affirmer que les ménages de comparaison sont appropriés pour évaluer l'impact des interventions réalisées.

Toutefois, nous pensons que les méthodes de calcul de l'indice de résilience, notamment, le système de pondération, doivent être améliorées. Car, ce système donne un même poids à toutes les caractéristiques, qu'elles s'inscrivent ou pas dans la logique d'intervention du projet. L'évaluation devrait aussi mettre beaucoup d'accent sur les approches qualitatives pour expliquer certaines évolutions, plutôt que de se limiter aux résultats quantitatifs, même si cela prend beaucoup de temps et de ressources financières.

De même, bien que le focus du projet ne soit pas sur le genre, il aurait été opportun, d'étudier le rôle des femmes dans l'effectivité ou non des résultats du projet. Un premier rapport d'évaluation du projet « Food Facility » avait identifié comme difficulté, le fait que les femmes aient été à 100%, les bénéficiaires des formations sur l'épargne et l'investissement. Ce rapport pourrait faire suite.

7. Principales actions à suivre par Oxfam

Capitalisation des transferts monétaires
Evaluation des enjeux du partage des ressources du projet avec des non participants au projet
Evaluation post-sortie des deux projets en 2016

8. Conclusions et recommandations avec lesquelles Oxfam n'est pas d'accord ou qu'Oxfam ne mettra pas en œuvre

Rien à signaler.

9. À l'avenir, quels enseignements tirés de cette évaluation appliquerez-vous aux nouveaux projets ou aux projets appropriés ? Comment le centre régional/le siège à Oxford peut-il appuyer ces plans ?

Les types d'intervention doivent être ciblés en fonction des objectifs visés par les projets futurs. En effet, si les projets visent des impacts rapides à court terme sur les moyens de subsistance et la diversification alimentaire, les activités de cash transfert et d'appui en maraîchage seraient mieux indiqués. Par contre, si l'objectif est de renforcer les capacités des ménages pour faire face aux chocs et assurer la sécurité alimentaire à long terme, il faudrait alors faire recours aux activités d'appui à la production agricole et de renforcement institutionnel des producteurs.

Pour des projets non-humanitaires, le ciblage des bénéficiaires est important. Le niveau de vulnérabilité des ménages cibles a un impact sur les résultats attendus et leur durée de réalisation.

Au niveau politique, des échanges ont déjà eu lieu avec les Services du Ministère du Développement Social et de l'Economie Solidaire pour une harmonisation des méthodes de ciblage. Ces échanges pourront être approfondis au niveau national avec le Ministère du Développement social et avec les autres partenaires.

10. Réflexions supplémentaires

Il ressort de cette évaluation, les réflexions suivantes :

- l'augmentation de la superficie des champs, qui est beaucoup plus liée aux droits de propriétés coutumières des terres, ainsi que la disponibilité de main d'œuvre et d'équipements agricoles, n'est pas forcément garantie par les interventions du projet dans son approche actuelle.
- le projet ne garantit pas un accès à l'eau potable pour les bénéficiaires, alors que cet accès est un élément déterminant dans la lutte contre la malnutrition qui est l'un des objectifs majeurs du projet.

Il est donc nécessaire de coupler les interventions futures avec des actions de plaidoyer sur l'accès aux facteurs de production (Terre et équipements) et à l'eau potable.